



« Les profs contractuels font le job, ils ne sont pas moins bien formés que les autres »

Recrutés souvent à la va-vite et censés incarner la dégradation du service public d'éducation, les profs contractuels, de plus en plus nombreux, sont pointés du doigt en cette rentrée scolaire. Du côté des chefs d'établissements, le discours toutefois est plus nuancé. « L'Obs » a rencontré Patrick Fuertes, proviseur de lycée en Savoie. Lecture de L'Obs en cours sur un autre appareil

Vous pouvez lire L'Obs sur un seul appareil à la fois.

Continuer à lire ici

Ce message s'affichera sur l'autre appareil

Pourquoi voyez-vous ce message ?

Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire L'Obs avec ce compte sur un autre appareil. Vous ne pouvez lire L'Obs que sur un seul appareil à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

Comment ne plus voir ce message ? Cliquez sur « Continuer à lire ici » et assurez-vous que vous êtes la seule personne à consulter L'Obs avec ce compte.

Vous ignorez qui d'autre utilise ces identifiants ? Nous vous conseillons de modifier votre mot de passe.

Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ? Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec votre compte.

Y-a-t-il d'autres limites ? Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

Haro sur les contractuels ! Les professeurs non titulaires recrutés parfois à la va-vite pour colmater les brèches dans les écoles, collèges et lycées sont une réalité ancienne de l'Education nationale. Au nombre de 65 000 en 2021 (pour 870 000 enseignants), on les retrouve à tous les niveaux de la pyramide scolaire, mais avec une prévalence plus forte dans le privé sous contrat (19 % des effectifs, une statistique rarement mise en avant...), dans certaines disciplines – maths, allemand, enseignements technologiques – et dans certains territoires : notamment les académies « maudites » de Créteil et Versailles, où le taux de contractuels peut atteindre les 50 % dans certains collèges, voire les... 100 % parmi les profs de maths d'un lycée de Seine-Saint-Denis, comme nous l'avouait il y a peu un proviseur.

Cette situation, longtemps passée poliment sous silence, est devenue le grand sujet de la rentrée. Au Snes, majoritaire dans le second degré, on prévoit une « rentrée chaude » pour les « non-titulaires » . « Nombre de néorecrutés ne recevront pas la formation nécessaire pour relever le défi qui les attend dans les classes. Le risque : voir se multiplier échecs et déceptions, avec à la clé vocations gâchées, démissions, non-renouvellements de contrats, turn-over. » Au SNUipp, l'organisation sœur en charge du premier degré, la secrétaire générale, Guislaine David, n'est guère plus optimiste. Rebondissant sur la promesse faite par le ministre Pap Ndiaye de « placer un professeur devant chaque élève », elle corrige : « Il y aura peut-être des adultes devant chaque élève mais pas des enseignants. Il ne faut pas leurrer les familles. »



Pourquoi une telle focalisation syndicale et médiatique ? Il y a des explications politiques : contrairement à son prédécesseur Jean-Michel Blanquer, le nouveau locataire de la rue de Grenelle, faute de grandes réformes à promouvoir et... d'appétence pour la polémique, peine à détourner l'attention des sujets qui fâchent. Mais aussi des causes structurelles. Le nombre de postulants au Capes (secondaire) et au CRPE (primaire) a, de fait, atteint un plus-bas historique que le glissement des concours de la fin du master 1 à la fin du master 2, mis en avant dans un premier temps par les hauts cadres du ministère, ne peut seul expliquer. L'institution, en conséquence a dû se décarcasser pour susciter des vocations avec des opérations « job dating » très visibles et donc propres à susciter des commentaires peu amènes. Même punition pour les formations express en quatre jours organisées fin août qui n'ont fait qu'exciter la vox populi, alors qu'elles constituent une (légère) avancée par rapport au sort réservé aux précédentes promotions de contractuels.

Dans ce concert de déploration, des petites voix se font toutefois entendre. Pas pour contester la crise d'attractivité qui frappe le métier enseignant. Tout le monde s'accorde sur le sujet, même si les analyses peuvent diverger sur l'origine du mal. Mais plutôt pour nuancer la supposée « dégradation du service public » à laquelle nous assisterions. C'est cette prof de SES, elle-même ancienne contractuelle, qui estime avoir « appris l'essentiel de sa pratique en regardant les collègues », a connu un début de carrière « en mode survie » et ne voit pas pourquoi ses anciens camarades s'en sortiraient moins bien que les néotitulaires, « dont beaucoup craquent régulièrement au bout de cinq mois ». Ou ce proviseur parisien qui s'inquiète de la petite musique syndicale actuelle.

« A clamer partout que l'Education nationale place des incompetents devant les élèves, on participe à discréditer un peu plus l'école publique et à encourager la fuite vers le privé. Les mots ont un poids, il faut y songer. »

Parmi ces voix légèrement dissonantes, nous avons fait le choix d'écouter en longueur Patrick Fuertes, proviseur du lycée du Granier, en Savoie, et responsable pour l'académie de Grenoble du principal syndicat des personnels de direction (le SNPDEN). M. Fuertes est devenu professeur en 1981, puis chef d'établissement il y a vingt-cinq ans. Il a toujours eu recours à des profs contractuels, doit en recruter de plus en plus, mais n'y voit pas en soi ne menace pour l'Education nationale. « Les principaux problèmes sont ailleurs » selon lui. Il nous explique pourquoi.

Du fait du recours de plus en plus massif aux contractuels au sein de l'Education nationale, cette rentrée scolaire est marquée par une inquiétude latente sur la qualité des enseignants placés en face des élèves. La partagez-vous ?

J'entends beaucoup ces discours, en effet : « On va mettre des adultes face aux élèves, pas des profs », « On va faire de la garderie, pas de l'enseignement ». Je comprends cette inquiétude mais je ne la partage pas. D'abord, le recours aux contrats temporaires ne date pas d'hier. Il y en avait déjà beaucoup sous Najat Vallaud-Belkacem ou Vincent Peillon ; la seule différence c'est que les médias en parlaient moins. Ensuite, je vais peut-être choquer, mais je ne vois pas de différence majeure entre les contractuels et les néo-titulaires. Si nous avons un problème de compétence, il touche autant les uns que les autres. Ce ne sont pas les quelques heures de formation données aux lauréats des concours qui les rendent plus aptes à gérer du jour au lendemain un groupe de 30 élèves.

Ce métier s'apprend essentiellement sur le tas, on peut le regretter mais il en a toujours été ainsi. J'ai entendu beaucoup de critiques sur les formations proposées cette année aux contractuels. Mais, pour ma part, quand je suis rentré dans le métier en 1981, je n'ai rien eu du tout, il a fallu que je me débrouille tout seul. Et la plupart des enseignants en poste actuellement sont dans le même cas.

Le métier, toutefois, a changé, les classes sont devenues plus hétérogènes, peut-être



plus complexes à gérer... L'inquiétude des familles ne vous paraît-elle pas légitime ?

L'inquiétude est toujours légitime, mais il faut raison garder : je n'ai jamais rencontré de gens qui s'engageaient dans ce métier pour des raisons purement alimentaires. Beaucoup ont réfléchi à cette réorientation, se sont préparés pendant l'été et feront correctement le job. Par ailleurs, les nouveaux profs, quel que soit leur profil, ne sont pas lâchés face aux élèves sans aucun soutien. En moyenne, les contractuels représentent moins de 10 % des personnels. Si l'établissement fonctionne bien, il n'est pas si complexe de les intégrer. Chez nous, l'accueil se fait en deux temps. D'abord, je les reçois personnellement en leur expliquant que ma porte sera toujours ouverte, qu'ils doivent absolument partager leurs difficultés, leurs questionnements, qu'ils ne seront pas mal vus. Ensuite, ils sont pris en charge par des profs référents, comme le sont les jeunes lauréats des concours. Et, si l'expérience s'avère positive, j'assume de leur proposer un contrat l'année suivante.

Alors, certes, parmi ces contractuels, vous en avez toujours 10 % qui se révèlent inadaptés au métier, qui ont peur des élèves, se mettent en retrait ou n'acceptent pas le moindre mouvement de leur part. Mais ce ratio est à peu près le même côté néotitulaires. Maîtriser parfaitement sa discipline ne rend pas apte à gérer une classe de 30 ados et à leur transmettre son savoir. Pour être parfaitement transparent, j'aurais même tendance à dire que les contractuels se débrouillent plutôt mieux que les néo-titulaires. Beaucoup ont eu une première carrière, ont parfois managé des équipes, se sont rendu compte que la qualité des gens ne se résumait pas à leur niveau de diplômes. Cela développe un rapport à l'élève un peu moins conservateur que chez certains enseignants. Et peut-être une capacité de remise en cause plus élevée. Enfin, contrairement aux néotitulaires, s'ils ne font pas l'affaire, vous pouvez facilement vous en séparer. Le seul risque, c'est qu'ils réussissent ensuite le concours et réintègrent la maison par la grande porte, ce qui m'est déjà arrivé !

Tout roule, donc...

Non, tout ne roule pas, car ces personnels commencent dans le métier et restent donc un peu fragiles. Pour qu'ils puissent profiter d'un véritable système de compagnonnage, ils devraient être répartis au mieux sur le territoire. Or, ce n'est pas du tout le cas. Certains établissements – ceux hélas où se concentrent souvent les difficultés, en banlieue parisienne, lyonnaise, lilloise... – peuvent compter jusqu'à 50 % de contractuels. Par ailleurs, nous sommes confrontés à un problème d'encadrement. J'ai dans mon équipe des professeurs expérimentés prêts à aider, mais avec une prime de 400 euros par an, superviser un jeune collègue relève du quasi-bénévolat et je sais que dans certains lycées les vocations manquent. Enfin, les contractuels conservent un statut fragile. Si leurs salaires sont parfois supérieurs à ceux des titulaires en début de carrière, leurs perspectives d'évolution professionnelle sont limitées. Cela reste des personnels mal payés et donc peu fidélisés. Ce n'est pas comme ça que nous allons générer le choc d'attractivité dont a besoin ce métier.

Il faudrait réduire le nombre de contractuels ?

Oui et non. Le problème aujourd'hui n'est pas d'avoir trop de contractuels comme on l'entend mais de trouver des gens intéressés par la profession ! L'Education nationale est confrontée à une crise sans précédent. Les cellules de recrutement des rectorats ont les moyens d'embaucher mais pas les candidats. On parle souvent des maths, de l'allemand mais je peux témoigner que la situation est encore plus tendue dans les disciplines techniques comme l'éco-gestion ou le médico-social, où je me retrouve avec deux postes non pourvus en cette rentrée. Et je n'ose imaginer les difficultés de mes collègues des lycées professionnels gérant des filières très spécialisées. Lorsque vous devez dénicher dans l'urgence un enseignant, spécialiste de l'industrie nucléaire et que vous proposez des salaires à moins de 2000 euros sans reprise d'ancienneté et sans



prise en charge des déplacements, vous ne faites pas le malin...

L'argent, le nerf de la guerre...

C'est un des éléments clés de l'équation. En 1981, les professeurs commençaient leur carrière avec un salaire de base représentant 2,4 fois le smic, aujourd'hui c'est 1,2. Mais ça n'est pas le seul facteur. La profession souffre de conditions de travail dégradées : gérer l'hétérogénéité croissante des élèves, les problématiques d'inclusion, dans des classes à 35, sans aucune formation préalable, ne donne pas forcément envie ! Enfin, et surtout, je pense que l'image projetée par le métier est de moins en moins en phase avec les envies des jeunes diplômés. L'enseignement reste associé dans les imaginaires à une sorte d'activité libérale. On prépare son cours à domicile, on vient le dispenser devant les élèves et on repart chez soi corriger ses copies. Cela a pu satisfaire les anciennes générations mais j'ai l'impression que les jeunes potentiellement intéressés par le professorat sont en recherche d'autres formes d'exercice du métier.

Lesquelles ?

Il faudrait sortir de notre petit monde très scolaire où l'on s'enferme dans sa salle de cours en attendant fébrilement la venue, un jour ou l'autre, de madame ou monsieur l'inspecteur. Offrir au contraire l'image d'une profession enrichissante, réflexive où l'on se met collectivement en mouvement pour trouver des solutions à la difficulté scolaire. Où la prise d'initiatives est encouragée, valorisée et non pas freinée. Où les compétences sociales et professionnelles, les savoir-faire et savoir-être sont jugés aussi importants que le savoir livresque. Où la pédagogie – notre cœur de métier – est enseignée au niveau universitaire puis en formation continue, sans que ce soient toujours les mêmes qui fassent l'effort de se remettre à jour. Où l'on ose aussi mettre en place les réformes statutaires dont tout le monde parle mais qu'on ne réalise jamais.

J'ai commencé ma carrière comme professeur d'enseignement général de collègue (PEGC) avec une bivalence sur deux matières ; cette double compétence permettait de limiter le nombre d'enseignants en sixième/cinquième et donc de rendre beaucoup plus fluide la transition de l'école primaire au collège, qu'on sait extrêmement sensible et génératrice de décrochage. Tout le monde admet que c'est ce qu'il faudrait faire. Cela faciliterait la vie des profs comme des élèves. Mais ça ne bouge pas. Idem pour notre système de mutation à l'ancienneté, rigide et hypercentralisé. Combien de temps acceptera-t-on encore d'envoyer les enseignants les plus fragiles face aux élèves les plus fragiles dans les quartiers les plus défavorisés ?

